##### 

**MODELE**

**ARRETE PORTANT RECLASSEMENT DE M…………….., Grade……**

**A COMPTER DU 1er JANVIER 2022**

Le Maire/Président,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°…….. du ……… portant statut particulier du cadre d’emplois ……………………..

Vu les décrets n°2021-1879 et 2021-1880 du 28 décembre 2021 modifiant les dispositions statutaires et indiciaires applicables à certains cadres d’emploi de la catégorie A de la filière médico-sociale de la Fonction Publique Territoriale,

**ARRETE**

**Article 1** : A compter du 1er janvier 2022, M…………………. est reclassé comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| **SITUATION ANTERIEURE AU 1er JANVIER 2022** | **SITUATION NOUVELLE AU 1er JANVIER 2022** |
| Grade :  Echelon :  IB : IM :  Ancienneté conservée : | Grade :  Echelon :  IB : IM :  Ancienneté conservée: |

**ARTICLE 2 :** Le Directeur Général des services est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l’intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de Gestion,

- Comptable de la collectivité.

Fait à …… le …….,

Le Maire (ou le Président),

*(prénom, nom lisibles et signature)*

Le Maire/Président,

- certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,

- informe qu'en application des dispositions du décret n°65-29 du 11 janvier 1965 modifié, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.  
Ce recours peut être déposé sur l’application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l’adresse suivante : [www.telerecours.fr](https://www.telerecours.fr/).

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :